

Interview de Simon Hofstetter, directeur de « Diaconie Suisse »

Monsieur Hofstetter, la Suisse est l'un des pays les plus riches du monde. Or quelque 270 000 enfants sont concernés par la pauvreté dans notre pays. Qu'est-ce qui ne tourne pas rond ici ?

Ce chiffre élevé découle d'une définition relative de la notion de pauvreté : on part effectivement de l'hypothèse que tous ces enfants n'ont pas la possibilité de participer à la vie sociale comme les autres enfants, selon les standards en vigueur aujourd'hui. Ce chiffre représente un indicateur des inégalités sociales. Les gens pauvres doivent se restreindre plus que la moyenne, que ce soit pour les vacances, l'habillement ou les loisirs.

Il ne s'agit pas que des vacances. Les études montrent que les personnes à l'aide sociale souffrent énormément de la situation.

La situation est effectivement difficile à vivre.

Comment cela se manifeste-t-il concrètement ?

Matériellement, les personnes doivent compter chaque sou : elles ne peuvent pas se permettre de partir en vacances avec la famille ou de sortir avec des amis. Cela engendre un cercle vicieux : ces personnes se replient sur elles-mêmes, sont démoralisées et ont souvent plus de problèmes de santé que la population en général. Si elles tombent malades, perdent leur emploi ou connaissent une urgence, elles n'ont pas de réserves auxquelles puiser. Cela constitue rapidement une menace existentielle.

La pauvreté se transmet-elle dans les familles ?

Dans le sens d'une transmission sociale oui. La notion d'égalité des chances est toute relative en Suisse. Chacun vit dans son milieu et les enfants venant de familles peu instruites connaissent une situation de départ plus difficile. Les études le démontrent : un fils ou une fille d'universitaire a une probabilité plus grande de le devenir lui ou elle aussi. Pour un enfant né dans une famille à l'aide sociale, la probabilité d'y rester est élevée. La lutte contre la pauvreté doit donc commencer le plus tôt possible, idéalement avant même l'entrée à l'école enfantine.

L'impression que le fossé entre riches et pauvres se creuse en Suisse est-elle correcte ?

Cette impression s'explique d'abord statistiquement : les revenus bas et moyens ne diminuent pas ; en revanche, le nombre de personnes riches augmente de par la concurrence fiscale entre les cantons et par l'arrivée en Suisse de salariés mondialisés très bien rémunérés.

Les budgets de l'aide sociale subissent une forte pression politique. Est-ce raisonnable et surtout, n'est-ce pas le signe d'un manque d'humanité ?

Il est important à mes yeux que la politique tente d'intégrer les personnes dans le marché du travail. Cela est possible en partie par la formation continue, en partie par des incitatifs contraignants. Je trouve que c'est acceptable. Je trouve inacceptable, en revanche, que les cantons diminuent l'aide sociale en-deçà des recommandations de la Conférence suisse des institutions d'action sociale. La pauvreté avait jusque dans les années 1970 une connotation morale négative et cela recommence aujourd'hui : on cherche à discipliner les pauvres, on les soupçonne d'être réticents au travail et de ne pas maîtriser vraiment leur existence. Le consensus qui veut que la pauvreté n'est fondamentalement ni auto-infligée ni le fait de la paresse, ce consensus se fissure de plus en plus aujourd'hui sous les coups de la politique. On pense que

les personnes pauvres seraient plus susceptibles d'accepter un travail sous la contrainte financière mais c'est faux. Couper dans l'aide sociale est contreproductif. Les études le disent : de nombreuses personnes pauvres ne sont tout simplement pas en mesure de sortir de la précarité par leurs propres moyens.

De nombreuses personnes vivant avec le minimum vital font partie des « working poors ». Elles travaillent mais n'arrivent jamais à souffler financièrement.

Il y a là différents cas de figure : certaines personnes travaillent à plein temps mais leur salaire ne suffit quand même pas à couvrir leurs besoins. D'autres travaillent à temps partiel seulement, exercent plusieurs emplois en parallèle ou travaillent sur appel. Contrairement aux pays qui nous entourent qui connaissent un salaire minimal et des directives strictes, la Suisse n'a pas de lignes directrices ou de concept pour remédier aux conditions de travail précaires.

Quel rôle peuvent jouer les Églises dans la lutte contre la pauvreté ?

Au plan paroissial, la diaconie est très active, même si ce travail est peu visible. Trois « verbes clé » : déceler, mettre en lien et soutenir. Avec ses pasteur*e*s, ses diacres et ses nombreux bénévoles, l'Église est très proche des gens. Elles et ils constatent les situations de pauvreté et peuvent signaler aux personnes concernées les services susceptibles de les aider. L'Église dispose d'un filet serré et peut recourir en tout temps à son réseau. Les services de l'État n'ont pas ces possibilités. Ils ont des bases légales à respecter. Le filet social suisse, même s'il est bien développé, a de nombreuses lacunes et laisse des gens dans le besoin « sur le carreau ». Les Églises, elles, peuvent réagir de manière beaucoup plus souple à des situations d'urgence, celles que connaissent par exemple les familles qui doivent se débrouiller avec le minimum vital. Le père a un accident et se casse une dent. Le salaire suffit à peine à payer toutes les factures, celle du dentiste chamboule un équilibre déjà très précaire et provoque bien des soucis dans la famille. Dans des situations qui paraissent inextricables, les services diaconaux des Églises peuvent agir rapidement.

Ernst Sieber, le fameux « pasteur des sans-abris » a dit une fois : « L'État ne peut pas aimer ; nous, êtres humains et l'Église tout particulièrement, le pouvons et le devons aussi. »

J'aime beaucoup cette citation. Les instances étatiques ne peuvent pas fournir un soutien à l'entier de la personne humaine. L'Église serait plus en mesure d'y parvenir, car elle peut veiller à l'intégration dans la société des personnes atteintes de pauvreté. Les valeurs de notre société de la performance s'enracinent dans le travail. Celle ou celui qui n'exerce pas un travail se trouve exclu du système. L'Église voit les choses différemment : dans l'optique de la foi chrétienne, c'est l'humain qui compte, pas la performance. Chacune, chacun est aimé de Dieu, à la même dignité. Dans la conception chrétienne, il n'y a pas d'êtres humains de moindre valeur, nous avons tous la même valeur. Cela recèle un potentiel énorme que les Églises pourraient certainement encore mieux valoriser au sein de la société.

Interview Tilmann Zuber, Kirchenbote, 26.11.2018

Adaptation française : diaconie.ch